

## LIVRES

## Sursis pour le capitalisme

En 1944, Karl Polanyi pensait que le libéralisme serait responsable de sa propre perte. Bien que l'auteur ait été en avance sur l'événement, cette réédition tombe à point et sa lecture est passionnante.

**LA GRANDE TRANSFORMATION**  
par Karl Polanyi, Gallimard,  
collection Tel, 468 pages,  
12,50 euros.

Est-ce l'actualité de la crise qui a poussé les éditions Gallimard à rééditer ce livre mythique, publié à New York en 1944 ? Son contenu ravira, en tout cas, ceux qui voient dans les craquements de l'économie mondiale le signe annonciateur de la fin du capitalisme. Pour Polanyi, économiste d'origine hongroise, les pays occidentaux ont vécu, de la révolution industrielle jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans le dogme du « marché autorégulateur ». Cette phase constitue une exception historique, et même une sorte d'aberration, à laquelle la crise des années 1930, puis la guerre ont mis un terme définitif. Le libéralisme, nous dit l'auteur, est responsable de sa propre perte : face à la déshumanisation qu'il entraîna, les sociétés ont dressé des obstacles défensifs qui ont faussé le fonctionnement des marchés et provoqué le dérèglement économique général, ouvrant la voie aux fascismes en Europe, puis au conflit.

Telle est la thèse. Soixante-cinq ans plus tard, il est trop facile de constater que le capitalisme n'est pas mort en 1945 et que l'économie de marché a produit, dans les pays qui la pratiquaient, la plus formidable élévation du niveau de vie que l'histoire ait jamais enregistrée. Et pourtant, ce livre est passionnant, non seulement par le contrepoint qu'il suggère entre les débats de l'immédiat après-guerre et les réactions actuelles à la crise, mais surtout par les pistes de



réflexion qu'il a ouvertes à l'économie et aux autres sciences humaines. Le postulat de l'économie classique, qui a dominé le XIX<sup>e</sup> siècle, est que le penchant à échanger pour en tirer un avantage individuel est une caractéristique « naturelle » de l'espèce humaine. Cette idée est fautive, explique Polanyi. Les anthropologues ont montré que, dans les sociétés primitives et antiques, les relations économiques pouvaient prendre trois formes principales, très différentes de l'échange marchand : la réciprocité des dons, la redistribution des subsistances par une autorité centrale ou l'administration d'un domaine largement autarcique. Dans les sociétés du passé, le moteur des comportements n'est pas l'appât du gain matériel, mais le renforcement ou le maintien de la « position sociale » – et c'est encore largement vrai dans les sociétés modernes. Cette critique du paradigme de l'« Homo oeconomicus » (bien que Polanyi n'utilise pas cette expression) est aujourd'hui un des thèmes de prédilection de la réflexion économique.

La croyance aveugle aux vertus du marché, nous dit l'auteur, a conduit à une impasse, parce qu'elle transformait en marchandises trois éléments réfractaires à ce traitement : le travail humain, la nature et la

monnaie. Face aux souffrances et aux dégâts provoqués par une mécanique qui n'était nullement autorégulée, des barrières se sont dressées, surtout à partir du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle : les législations sociales et la pression syndicale ont entravé le marché du travail, le protectionnisme a ralenti les échanges, et, pour finir, l'étalon or, matérialisation de la monnaie-marchandise, qui semblait l'indispensable garant du commerce international, a été abandonné.

## Un organisme adaptable

La description des causes de la crise des années 1930 est très éclairante, mais pour nous, qui connaissons la suite de l'histoire, l'argumentation antilibérale semble assez ambiguë. D'abord parce que Polanyi ne nie pas l'efficacité du marché pour favoriser la croissance et la production de richesses. Il reconnaît aussi la nocivité de certaines interventions publiques. Ainsi, il raconte avec force détails comment en Angleterre, entre 1795 et 1834, un système d'aide aux indigents (la « loi de Speenhamland ») a empêché le développement d'un véritable marché du travail et créé une désastreuse « trappe à pauvreté » : on croirait entendre les discussions actuelles sur le revenu de solidarité active. Mais à la longue, dit-il, le libéralisme serélevé inévitablement les poisons qui le tuent. Les décennies qui nous séparent de « la grande transformation » ont montré, au contraire, que le capitalisme est un organisme adaptable, capable de mener pour survivre aux épreuves. Jusqu'à présent, du moins.

GÉRARD MOATTI

## Objectif zéro intello précaire ?

Intéressant parce qu'il dresse le portrait d'une réalité – la dévalorisation d'une partie du travail intellectuel et des diplômés –, ce livre ne propose pas de solutions très convaincantes.

## LES NOUVEAUX INTELLOS PRÉCAIRES

par Anne et Marine Rambach,  
Stock, collection Prospective, 2009,  
442 pages, 22,50 euros.

Avec un titre et une formule qui avaient fait mouche dans un premier livre en 2001, Anne et Marine Rambach ont repris leur enquête et la plume au sujet des « intellos précaires », une « nébuleuse » aux contours électriques. On y trouve des stagiaires abusés, des pigistes exploités, des auteurs spoliés, des thésards éternisés, des architectes ou éditeurs freelance pressurés... On y trouve aussi des gens contents de vies plus originales et adaptables. Avec explicitement la louche comme outil d'estimation (ce qui se défend), nos auteurs comptent 200.000 personnes dans ces situations variées. Ce qui les caractérise, c'est davantage la précarité statutaire que financière. En ce sens, l'intello précaire s'oppose au



fonctionnaire. Les intellos précaires sont en général des « éjectables », exerçant avec passion des métiers qu'ils adorent. Selon les auteurs, tout cela est pain béni pour le patronat, qui peut profiter de cette situation (des gens heureux, qui travaillent beaucoup, pour pas cher) et pour une droite au pouvoir qui ferait fi de l'intelligence en général et de la démocratisation des savoirs en particulier. Les intellos précaires incarneraient même « les rêves libéraux du Medef ».

Au titre des évolutions souhaitables (qui n'occupent que peu de pages), les auteurs

trouvent qu'il n'est « pas absurde » de rapprocher l'université de l'entreprise. Mais la solution serait ailleurs. Elle proviendrait d'une lutte conjointe entre les syndicats établis et les différents collectifs de précaires. On ne voit pas bien en réalité ce que les auteurs souhaitent, sinon aider à la mobilisation (bien difficile, tant les problèmes et les intérêts divergent) des intellos précaires.

Dans ce brûlot au fond polémique et aux portraits sympathiques, on appréciera les anecdotes et les tranches de vie. On s'accordera sur les constats de la dévalorisation du travail intellectuel et des diplômés. Mais, à défaut d'envisager une fonctionnarisation généralisée de tous les travailleurs du savoir, on ne voit pas ce qu'il y a de mieux que de professionnaliser les filières de formation, pour qu'en effet création et savoir riment moins nécessairement avec précarisation et faible espoir.

JULIEN DAMON

## Un procès de l'horreur

La genèse – en partie française –, le déroulement et les lointaines conséquences judiciaires de l'extermination d'un tiers de la population cambodgienne. Un document exceptionnel mais dur.

## LE PROCÈS DES KHMERS ROUGES

« Trente ans d'enquête sur le génocide cambodgien », par Francis Deron,  
Gallimard, 2008, 465 pages, 25 euros.

À l'occasion de l'ouverture, en 2009, du procès des Khmers rouges, ce document exceptionnel contient la peinture et l'analyse de plus d'un demi-siècle de troubles et d'horreurs au Cambodge. Lire ce livre, c'est plonger en enfer. C'est aussi arpenter le siècle passé, au travers de l'une de ses folies les plus meurtrières, aujourd'hui traduite en justice.

Francis Deron, correspondant de l'AFP puis du « Monde » en Asie du Sud-Est depuis une trentaine d'années, décrit d'abord la « machine à tuer », qui, entre 1975 et 1979, est responsable de la mort d'environ 2 millions de personnes (soit le tiers de la population



cambodgienne). Il revient ensuite sur les guerres d'Indochine (le pluriel est d'importance), avant de proposer quelques portraits de ces « assassins de masse », dont Pol Pot (1925-1998). L'ancien étudiant parisien, devenu « frère numéro un », entraîne son pays dans un régime délirant. Lui et d'autres, comme Khieu Samphan (formé aussi à la Sorbonne), abolissent au Kampuchéa démocratique la propriété pri-

née, les villes, la religion, la famille... Tout doit découler, comme dans le meilleur des mondes (mais en pire), de l'« Angkar » (l'« Organisation »), c'est-à-dire l'organe de gouvernement, aussi mystérieux dans son périmètre qu'atroce dans ses réalisations.

A chercher les raisons d'un tel investissement dans la barbarie, on croise les errances du colonialisme, mais aussi les tréfonds des violences stalinienne et maoïstes. Deron s'interroge sur la portée des procédures pénales et espère qu'elles permettront au pays de dépasser ses traumatismes. Ce livre apporte une masse d'informations terribles, sur les faits comme sur les oscillations de la diplomatie. Il instruit aussi le procès d'un communisme particulier qui, même si cela dérange, a certaines racines françaises.

J. D.

CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES  
PAR JEAN-HERVÉ LORENZIDémographie,  
le prochain choc

Quel sera le visage démographique du monde en 2030 ? Ceci est l'un des nombreux sujets qui seront abordés lors des prochaines rencontres économiques d'Aix-en-Provence du 3 au 5 juillet. L'exercice de prévision est ici dangereux. Nous savons que les projections démographiques tendent à figer solide migration, natalité et mortalité, alors que ces trois paramètres peuvent connaître des variations inopinées importantes. Ainsi, par rapport aux années 1970 et 1980, les prévisions sur la population mondiale ont été modifiées à la baisse. Au niveau français, le surcroît de la natalité depuis 2000 a pris en défaut les projections des années 90, de même que le solde migratoire. On peut également s'interroger sur la pertinence à considérer que l'allongement actuel de la durée de la vie dans notre pays (un trimestre par an) peut se prolonger indéfiniment. Quelques tendances lourdes ne devraient néanmoins pas être démenties.

D'abord, une hausse significative de la population mondiale, qui devrait atteindre, selon l'Ined, 8,3 milliards d'habitants en 2030 ; cette hausse sera essentiellement localisée en Afrique, au Moyen-Orient et en Inde. Ensuite, un vieillissement généralisé très marqué qui touchera la plupart des pays de l'OCDE et la Chine. Ce vieillissement n'est pas nouveau en soi, mais il est appelé à s'accroître : si des pays développés, comme les États-Unis, ont « vieilli » d'une année en moyenne par décennie au siècle dernier, nous sommes actuellement sous un régime de deux années par décennie. L'Europe des 27, notamment, comptera plus de 120 millions de personnes âgées de plus de 65 ans en 2030 contre 85 millions aujourd'hui. Grâce à l'apport migratoire, l'Union européenne dans son ensemble évitera le déclin démographique, mais pas l'accroissement de son vieillissement. La France connaîtra une augmentation de sa population par le haut de la pyramide des âges, avec un vieillissement lié aux classes d'âge sumuméraires du baby-boom.

De manière générale, les tendances observées donneront lieu à un déclin du poids démographique du continent relativement à ses voisins et au reste du monde. En effet, les évolutions de différents pays – même si tous tendent à vieillir sur le long terme – sont asynchrones, ce qui rend les rapports de force démographiques fluctuants.

Les conséquences économiques de ces mutations seront majeures. Il s'agira d'abord d'assurer un niveau de santé élevé aux populations vieillissantes, dans un contexte de mise sous tension des finances publiques. Cette exigence prend souvent la forme d'un conflit entre les généra-

tions alors que les inégalités – de revenu comme de patrimoine – inter-générationnelles sont relativement marquées. Par ailleurs, le formidable réservoir de main-d'œuvre des pays émergents ouvrira vraisemblablement un cycle déflationniste durable sur les produits manufacturés, alors que, dans les pays industrialisés, le déclin de la force de travail laisse a priori ouverte la question du déclin de la production. Dans ce contexte, le travail des seniors et la productivité deviennent des interrogations cruciales pour des économies qui veulent continuer à croître.

Par ailleurs, sur le marché des capitaux, les comportements d'épargne seront bouleversés par les mutations démographiques. Dans les pays développés, d'abord, par la constitution puis la liquidation d'une épargne retraite plus abondante, qui offre la possibilité de mobiliser des fonds plus importants vers les investissements productifs de long terme. Pour cela, il sera nécessaire d'adapter les institutions et réglementations financières afin de les rendre compatibles avec cet horizon. Dans les pays émergents,

## Sur le marché des capitaux, les comportements d'épargne seront bouleversés par les mutations démographiques.

ensuite, ce qui peut mettre en danger l'indépendance de nos entreprises mais aussi contribuer à la liquidité de nos marchés de capitaux. La gestion de la transition démographique que nos sociétés mettront en œuvre doit alors s'attacher à organiser les flux financiers internationaux, alors que des capitaux croissants vont circuler entre des pays connaissant des mutations démographiques fortement différenciées.

Pour gérer ces nombreuses mutations, une prise de conscience et une véritable coopération sur le plan international sont indispensables. Dans le contexte de forte incertitude que nous connaissons aujourd'hui, cette coopération ne pourra être pensée que dans un cadre large, celui du G20, incluant les principaux pays émergents. Compte tenu des enjeux fondamentaux de ces problèmes démographiques à venir, et pour y répondre dans des délais brefs, le G20, à côté des urgences doit regarder le monde à dix ans, ce en quoi il aura changé, tant sur la structure de consommation, sur les emplois à créer que sur l'optimisation du fonctionnement de cette nouvelle croissance.

Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes.

## LA REVUE DU JOUR

## La convergence tarifaire hôpitaux-cliniques



Le propos. Dans un numéro entièrement consacré à la santé, la revue relance le débat sur le processus de convergence tarifaire entre public et privé. Initialement prévu en 2012, le rapprochement vient d'être reporté par l'exécutif à... 2018. Faute d'études fiables, le polémiste fait toujours rage sur la réalité des écarts de coûts entre hôpitaux et cliniques. Avec la réforme de la tarification à l'activité, le principe semblait pourtant simple : à prestation identique, tarif identique. Mais à quel niveau fixer le tarif de chaque prestation ? Surtout pas en déterminant a priori un niveau tarifaire, assure Gérard de Pouvoirville. Pour le titulaire de la chaire santé à l'Esset, il faut rapprocher progressivement les deux modèles de fonctionnement.

Le rôle des données. Depuis 1982, le PMSI, le programme de médicalisation des systèmes de données, permet de fournir des millions de données sur l'activité des établissements et notamment les palmarès très lus des « newsmagazines ». Dans la proposition de Gérard de Pouvoirville, cette production de données pourrait servir à la comparaison des coûts mais aussi des résultats.

J.-M. C.

« Au chevet de la santé », « Regards croisés sur l'économie », n° 5, avril 2009, éditions La Découverte, 240 pages, 12,50 euros.

Vos réactions sur [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

Vous pouvez réagir à toutes les opinions exprimées dans les pages idées comme à l'ensemble des articles publiés dans « Les Echos ».

Retrouvez l'article qui vous intéresse sur le site et cliquez sur « réagir à cet article ».

Tous les internautes pourront lire votre commentaire.